



UNE LETTRE DE SON EMINENCE LE CARDINAL MERCIER
A M. STEENS, FF. DE BOURGMESTRE DE BRUXELLES

On a lu dans notre dernier numéro le texte de l'énergique protestation du Conseil communal de Bruxelles contre les mesures linguistiques imposées par l'autorité bocho-flamingante. A l'occasion de cette manifestation patriotique, Son Eminence le Cardinal Mercier a adressé à M. Steens, les félicitations que voici :

ARCHEVÊCHÉ DE MALINES

Malines, le 10 novembre 1917.

MONSIEUR LE BOURGMESTRE,

Je ne puis me retenir de vous exprimer mon admiration. Votre acte d'énergie et votre fierté patriotique nous fait du bien à tous. Je voudrais avoir l'occasion de le dire, du fond de mon âme, à tous vos collègues de Bruxelles et faubourgs.

Que le bon Dieu garde et protège notre union patriotique et notre chère Patrie.

† D. J. CARDINAL MERCIER.

A Monsieur Steens, ff. de bourgmestre de Bruxelles.

Ces paroles du primat de Belgique au premier magistrat de la capitale, contiennent, dans leur touchante et cordiale simplicité, une haute leçon.

Elles nous enseignent que, dans les circonstances pénibles que nous traversons, au moment où une autorité illégitime, s'appuyant sur une bande de judas, voudrait imposer à notre pays régime un dont il ne veut pas, c'est le devoir de tous les vrais belges de s'unir pour résister à la violence et faire entendre la voix du droit, de la justice et de la liberté.

Nos chefs nous donnent l'exemple de la concorde et de l'action ; marchons à leur suite et, comme eux, faisons bloc contre l'ennemi, l'ennemi du dehors et l'ennemi du dedans.

Belges, souvenons-nous, maintenant plus que jamais, de notre vieille devise : L'UNION FAIT LA FORCE.

LE CENTENAIRE DE LA FONDATION DE L'UNIVERSITÉ DE GAND

Ce fut une fête vraiment joyeuse et réellement inoubliable. On parla énormément. On but davantage. Tous les renégats étaient arrivés des coins les plus ignorés de cette Flandre qu'ils ont mis sur la claie. Un défilé comme on en n'en vit jamais rue de Flandre. Les « six » du Raad van Vlaanderen marchaient en tête du cortège dans la tenue de cérémonie : redingote, hauts de forme, gants en filoselle. Auguste Bormis ouvrait la marche, suivi de Ver Hees et de ses acolytes. Ils n'étaient que six, le docteur Dumont étant resté à Bruges sous le coup d'une condamnation à une forte amende pour avoir trafiqué contre la volonté de ses maîtres. Et c'est dommage, en vérité, que le « zot van Brugge » n'ait pu parader avec ses confrères, amis et autres « lafaards », car sa figure de ladre eût bien fait dans le cortège des sans-patrie.

On vit de nombreux automobiles traverser la ville. On vit même une voiture précédée de feldgrauen, escortée de feldgrauen, entourée de feldgrauen, comme s'il se fut agi de l'arrivée du roi. C'était un peu cela, en effet : le nouveau roi des flamingants, le gouverneur-général freiherr von Falkenhausen, venait tout exprès de Bruxelles. On assure qu'il étrenna pour la circonstance une nouvelle paire de gants qu'il fit brûler par son ordonnance aussitôt la cérémonie terminée. Car le gouverneur-général se sert des traîtres et leur serre à l'occasion les mains, — avec dégoût — pour l'amour du Vaterland. Cela fait partie des corvées attachées à sa charge, charge brillante d'ailleurs, fort bien payée, mais temporaire.

Or, pourquoi ce déploiement de troupes, d'aktivistes et pourquoi le gouverneur à Gand ? A l'occasion du centenaire de l'Université, germanisée par les traîtres du parti aktiviste contre la volonté des patriotes belges.

Après la journée des mutilés, le sou des enfants de nos soldats, la Croix Mauve, etc., ce fut la journée des « Koekebakkers du kaiser ». Rien ne relève autant notre désir de combattre et de lutter jusqu'au bout que la vue de ces paltoquets coiffés du bonnet d'âne, qui s'imaginent avoir conquis la Flandre, de ces pions ratés nommés par la race des vainqueurs d'Aerschot et de Louvain et qui — à défaut d'avoir conquis la Flandre — ont du moins conquis une petite situation en Flandre et mis dans leurs poches profondes l'argent des Flamands, de ces officiers supérieurs, supérieurs en morgue et en brutalité, qui s'imaginent que la Belgique restera soumise à leur horrible domination.

Dans « l'aula » de notre vieille université belge de Gand la... cérémonie solennelle eut lieu. Le même fauteuil qu'occupa le séant de feu von Bissing avait été réservé à von Falken-

hausen. Même cérémonial que lors de l'inauguration de la flamandisation de l'établissement, même décoration, même cérémonie, même orateur : le Luxembourgeois naturalisé P. Hoffmann, objet de dégoût pour les Luxembourgeois et pour les Belges, — qui retraça en quelques lieux communs, en un flamand germanisé qu'on eut peine à comprendre, l'histoire de cet établissement d'instruction publique, jadis florissant, où plus de mille élèves se faisaient inscrire — venus de tous les coins du pays et de l'étranger, — aujourd'hui tombé au dernier des derniers rangs, n'ayant pour professeurs qu'une trentaine d'imbéciles, n'ayant pour élèves qu'une centaine d'embusqués, traîtres à la Flandre et à la Belgique.

Le recteur peu-magnifique Hoffmann déclara aux applaudissements des officiers allemands, dont les bottes ensanglantaient le podium sur lequel ils s'étaient installés, que l'université de Gand recevait enfin sa véritable destination. Puis, parmi des divagations dont la reproduction serait fastidieuse, Hoffmann raconta que le peuple flamand était reconnaissant au fondateur de l'Université, Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas, aux gouverneurs allemands et à leurs Kollaborateurs, grâce auxquels l'enseignement flamand avait pu être institué. Ce qui prouve que cette Université-là n'est pas une institution belge, puisqu'elle est l'œuvre de ceux qui martyrisent la Belgique ! Hoffmann s'embrouilla du reste dans ses contes. Après une péroraison qui fit éclater un braiment d'ânes assez prolongé, avec un bruit de ferraille qu'on déplace et d'éperons qui rappelaient trop la bataille de Termonde et le combat de Melle, von Falkenhausen se leva et dans le plus pur allemand — ô ces Aktivistes-patriotes qui agissent par amour de la Flandre ! — déclara que l'Université était une œuvre utile à la Kultur. Et, comme il savait fort bien que les professeurs et les élèves ne professaient et ne suivaient les cours, les uns que pour s'emplir les poches, les autres que pour éviter les déportations et profiter des faveurs de l'ennemi, von Falkenhausen déclara mettre à la disposition des renégats une somme de quatre millions de francs puisée dans les caisses du trésor belge. Quatre millions, vous avez bien lu. Ainsi donc, les patriotes vont devoir continuer à entretenir les traîtres de la « von Bissing Hoogeschool » sur le pied de quatre millions par an !

Von Falkenhausen, qui est un diplomate, s'était dit que les paroles flatteuses sont agréables aux aktivistes, mais qu'ils préfèrent l'or. En quoi il ne se trompait pas : « Un grain de mil ferait mieux leur affaire. » Aussi des clameurs sauvages emplirent l'hémicycle en l'honneur du gouverneur-général lorsqu'il eût pro-

noncé le chiffre du nouveau budget. Les professeurs hollandais venus en Belgique, non pour l'amour des Belges mais de leur argent, sautèrent de joie. Ce furent quatre minutes d'enthousiasme bruyant, une minute par million, auquel le professeur Patate mit fin en entonnant le « Vlaamsche Leeuw » que toute l'assemblée, von Falkenhausen compris, écouta debout.

On ne prêta plus l'oreille à d'autres discours, bien entendu, puisque l'on avait l'assurance que les millions étaient prêts à être dilapidés.

Ce fut, en vérité, une grande journée ! Ce fut aussi une grande soirée et une belle nuit. Car il n'est pas de fête aktiviste sans Bieravond et celui-ci fut superbe. On roula sous les tables... On but jusqu'à plus soif. Il fallut emporter Raf Verhulst et les autres poivrots qui divaguaient.

Heureusement, von Falkenhausen était parti à temps pour ne point voir à l'œuvre ceux qui prétendent sauver la Flandre ! Une jolie clique...

(L'ECHO BELGE, 7 novembre 1917.)

LES VISÉES DE L'ALLEMAGNE EN BELGIQUE ET LEURS CONSÉQUENCES POUR LA HOLLANDE

(Du correspondant hollandais du Times.)

« La liberté de la Hollande sera décidée sur le champ de bataille de la Belgique ». C'est par ces paroles que le professeur J. Van Hamel terminait récemment dans la Revue hebdomadaire hollandaise « Amsterdammer » la publication d'une série remarquable de points de vue exprimés par les Allemands concernant la situation future de la Belgique. Le professeur Van Hamel a fait ces citations afin de prouver que l'indépendance future de la Hollande ne peut être assurée que par une restauration complète de l'indépendance de la Belgique. Immédiatement avant la déclaration de guerre, M. von Jagow, l'ancien secrétaire d'Etat allemand aux affaires étrangères, nous avertit assez clairement lorsqu'il dit à sir Edward Goschen, ambassadeur britannique à Berlin, que « l'Allemagne ne pouvait annexer avec profit aucune partie de la Belgique sans faire des acquisitions aux dépens de la Hollande. » L'Allemagne officielle n'a jamais déclaré en termes non équivoques qu'il n'entre pas dans ses intentions d'annexer la Belgique ou une partie de celle-ci, mais l'Allemagne a fait entendre assez clairement qu'elle veut établir d'une façon ou d'une autre une main-mise sur la Belgique. Tous les partis en Allemagne, socialistes y compris, sont d'accord à ce sujet.

Toute importante qu'elle soit pour la Hollande, cette question ne l'est pas moins pour l'Angleterre. Le professeur Van Hamel cite l'opinion suivante exprimée par Herr Bassermann, ancien leader du parti national-libéral allemand :

« Une Hollande entourée de territoires allemands et une Belgique sous l'influence allemande doivent passer et passeront du côté de l'Allemagne. Si nos ennemis parviennent à faire de la Belgique un Etat indépendant, l'influence de l'Angleterre et l'aversion pour l'Allemagne augmenteront en Hollande. Si au contraire, nous avons la Belgique sous notre contrôle militaire, nous pourrions alors protéger la Hollande,

entourée par nous de tous côtés, contre une invasion anglaise. En raison donc de la Hollande, nous nous trouvons obligés de tenir la Belgique entre nos mains, tant au point de vue militaire, qu'économique et politique. Beaucoup de sang allemand a imprégné le sol de la Flandre ; qu'il puisse donc nous être donné non pas en vue d'annexer la Belgique, mais pour la tenir fermement en nos mains. »

Le professeur Van Hamel voit dans les paroles de Herr Bassermann un avertissement que « maints hollandais pourraient pendre au-dessus de leur lit ». Cet avertissement ne vient pas seul. Le « Berliner Lokalanzeiger » déclarait récemment que M. Asquith « n'était pas assez naïf que pour ne pas comprendre que sauf quelques faibles d'esprit, personne ne songe en Allemagne à livrer jamais de nouveau la Belgique à l'Angleterre et à la France. » Le professeur Otto Hoesch était plus explicite lorsque le 28 décembre il écrivait dans la « Kreuz Zeitung » : « Ou bien nous devons obtenir les garanties demandées par notre gouvernement, ou bien la Belgique restera un état vassal de l'Angleterre. Nos revendications sur la Belgique, tant pour des raisons militaires qu'industrielles, sont absolues. Rien ne peut les remplacer comme base de notre puissance. Et cela ne peut être une question de donner et prendre, ni de négociations. »

D'un mémoire adressé en juin dernier, par la Ligue Maritime allemande au Chancelier Impérial et au Conseil d'Empire, le professeur Van Hamel cite le passage suivant :

« La clef de l'avenir de l'Allemagne doit être trouvée à la côte de Flandre. Si, avant la guerre, nous avions eu cette côte entre nos mains, et si nous avions pu fortifier ses ports, jamais l'Angleterre n'eût osé se porter au secours de la France. La domination de l'Allemagne sur la Belgique constitue une nécessité. Le retour à la Belgique de son ancienne indépen-

dance constituerait pour nous une défaite après avoir soutenu un dur combat. La Belgique constitue également une maille indispensable dans la chaîne du commerce maritime allemand. Seule une Anvers politiquement et économiquement subordonnée à l'Allemagne peut nous donner satisfaction, arrangement par lequel Flessingue pourrait peut-être jouer pour Anvers le rôle que Cuxhaven remplit pour Hambourg. »

Le jour de l'an 1917, le Comité Indépendant en faveur d'une paix allemande fit cette déclaration au peuple allemand :

« De deux choses l'une : ou bien la Belgique restera sous la suprématie de l'Allemagne, ou bien elle deviendra une arme aux mains de nos ennemis contre nous. Cela ne peut être consacré par un traité entre Etats. »

Le 9 décembre 1916, la Ligue pangermaniste déclarait : « Nous devons tenir en nos mains la Belgique contre l'Angleterre et la côte de la Manche. Pour la sauvegarde réelle de notre frontière à l'ouest, il est indispensable que nous organisions le gouvernement de la Belgique de telle façon que, par la séparation en Belgique flamande et en Belgique wallonne, les habitants n'aient plus aucune influence sur les destinées politiques du royaume et que les entreprises et biens des notables wallons passent aux mains des Allemands. »

On fait donc déjà entrevoir le but poursuivi par la séparation administrative opérée par les Allemands en Belgique.

Nous avons besoin de la Belgique!!! Ce cri du cœur est parti de la catholique Fribourg : « Que la Belgique passe sous le contrôle de l'Allemagne! » Une pétition des habitants de Francfort s/Oder dit : « La Belgique a perdu ses droits d'exister comme Etat indépendant. Nous avons besoin de son territoire. Nous avons besoin de ses grandes richesses minérales et de ses établissements industriels pour augmenter notre puissance économique. La forme de possession nous est complètement indifférente. Nous n'avons pas besoin d'annexer. Nous désirons une marche flamande comprise dans les frontières noir-blanc-rouge » et les bonnes âmes craignant Dieu, qui constituent en Allemagne le parti social-chrétien, déclarèrent dans un ordre du jour : « Il est nécessaire qu'il ne reste pas une Belgique constituant une position avancée de l'Angleterre et de la France. Mais qu'elle devienne un royaume de Flandre allemand, sous le sceptre d'un roi féal allemand et appartenant à l'empire allemand mais non incorporé dans celui-ci, qui conserverait sa langue et son gouvernement mais dont le trafic, les ports de mer et l'armée, seraient sous la suprématie de l'Allemagne. »

La catholique « Kölnische Volkszeitung » l'organe du parti Erzberger, écrivait en décembre dernier : « Nous nous inspirons de notre défense et de notre sécurité. La Belgique restera une riche contrée et ne pourra chercher son propre intérêt au point de vue économique que si nous gardons constamment notre propre existence et si nous prenons soin que l'industrie belge ne devienne une arme contre nous. Anvers a une importance particulière. Il faut qu'à l'avenir elle donne aux produits allemands, plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, un débouché sur la mer. Mais pour avoir l'avenir d'Anvers entre nos mains, il nous faut dominer le port comme nous dominons Hambourg et Brême, militairement et économiquement. Et nous ne serons pas maîtres d'Anvers sans posséder Zeebrugge et Ostende. »

L'Allemagne attache une telle importance à « garder la Belgique » que même les partis avancés en Allemagne appuient ce projet. Le professeur Van Hamel publie les points de vue suivants de ces partis : Le 3 janvier dernier, le délégué Wiemer fit, à une conférence du parti libéral à Berlin, la déclaration qui suit, saluée de vives approbations : « Nous n'avons pas l'intention d'incorporer la Belgique, aucun parti allemand ne veut cela. Mais les paroles que le chancelier impérial prononça en décembre 1915, avec l'approbation de la grande majorité du Reichstag, restent inchangées. Nous devons au point de vue politique, militaire et économique, nous protéger de façon que l'Angleterre et la France ne disposent pas en Belgique d'un terrain pour marcher contre nous. »

La signification réelle de ces paroles déjà mises en lumière par les citations ci-dessus a encore été élucidée par le député au Reichstag Müller (Meiningen) lors de l'assemblée générale du parti libéral tenu en janvier dernier à Munich, où il dit : « La presse neutre considère comme « Communis opinio » que la Belgique peut s'attendre, de la part de l'Allemagne, à la restauration et satisfaction. Cela est toutefois contraire à la déclaration officielle du 4 août 1914. L'état de relations entre la Belgique et l'Allemagne doit être décidé par les armes. »

La question belge fut discutée le 4 mai dernier à la Commission Centrale du Reichstag, lorsqu'un député radical déclara, avec l'approbation du ministre Helfferich : « Il n'est plus question d'annexion. Même une Belgique à demi souveraine provoquerait continuellement des mouvements de protestation. Mais la restauration du « statu quo » causerait également de grands dangers. La Belgique ne constituerait plus alors qu'un appendice de l'Entente. La seule solution qui mène au but est la séparation entre flamands et wallons. En tant que poste le plus avancé du monde german, les flamands sont étroit

tement unis à nous. Nous devons avoir soin, dès maintenant, avant la paix, de prendre possession du plus grand nombre de gages possible du côté flamand. Il faut que dans six mois, l'Etat belge soit séparé en deux. La Flandre doit être reliée économiquement à l'Allemagne. Les jeunes flamands désirent un royaume de Flandre, en liaison la plus étroite avec l'Allemagne.»

LES CONDITIONS DE SCHEIDEMANN

Quant aux socialistes allemands, le professeur Van Hamel fait remarquer que Scheidemann, le leader du parti socialiste majoritaire, a surpris beaucoup d'optimistes en Hollande en répondant à la question : la Belgique deviendra-t-elle libre ? par cette déclaration : « Certainement à certaines conditions. » La restauration, sans conditions, de l'indépendance de la Belgique est donc exclue par M. Scheidemann. Mais son parti va plus loin. Lorsque le 11 octobre 1916, M. Scheidemann prononça un discours sur « la paix par une entente internationale » son collègue Leimpeters répondit dans « Die Glocke », le journal socialiste allemand : « J'ai eu de nombreuses occasions de me trouver en contact avec les membres de notre parti dans les mines et les ateliers, et je puis dire que, presque sans exception, ils sont tous annexionnistes. Même ceux de ces membres qui sont partisans enthousiastes de la politique de Liebknecht et qui défendent la minorité ne veulent abandonner ni la Belgique, ni aucun autre territoire occupé. 90 p. c. certainement des membres de notre parti voteraient en faveur de l'incorporation. »

Le député socialiste bien connu Paul Lensch, écrivait dans le « Dusseldorfer General Anzeiger » que « bien qu'il n'existe en Allemagne aucune divergence d'opinion quant à la non-annexion de la Belgique, il n'en existe pas davantage quant à la nécessité d'exiger des garanties ». Et le socialiste Konrad Hönisch se plaignait dans le « Vorwärts » de la façon suivante : « Il semble réellement que les déclarations pacifistes de nos leaders ne reflètent pas le sentiment de la majorité des membres de notre parti. Quant à l'annexion beaucoup discutée, je ne puis cacher, quant à moi, que dans l'intérêt du peuple allemand, je considère comme très désirable une large extension de la frontière à l'est, ainsi que des garanties réelles, de façon que la Belgique ne reste pas une porte d'invasion de l'Europe centrale par l'Angleterre pour autant que ces garanties soient compatibles avec la vie du peuple belge lui-même. »

Le socialiste allemand lui aussi répudie l'indépendance sans réserve de la Belgique. Enfin l'écrivain socialiste allemand bien connu, Max Schippel, écrivait dans le « Socialistische Monatshefte » : « Un

programme clair pour notre sauvegarde contre la Belgique (par exemple la démolition des forteresses, le contrôle de la politique étrangère, moyens de communications communs, politique commerciale de rapprochement) doit encore être élaboré. »

LE DANGER POUR LA HOLLANDE

Tout lecteur anglais verra immédiatement combien la question affecte étroitement les intérêts britanniques et combien peu il y a à gagner à discuter de la sorte avec les allemands. Le professeur Van Hamel a voulu, en publiant ces citations, montrer aux Hollandais de quel côté son pays se trouve encore menacé. Avec une franchise délicate, le député radical Gotheim écrivait le 10 décembre 1916 dans le « Berliner Tageblatt » : « Une Belgique reliée militairement, politiquement et économiquement à l'Allemagne, mais existant de nom seulement comme état indépendant, provoquerait sans doute quelque inquiétude en Hollande, à moins que l'Allemagne ne traite celle-ci de la même façon à la première occasion. »

Et l'« Europäische Staats- und Wirtschaftszeitung » du 14 juillet écrivait : « Depuis l'inévitable occupation de la Belgique jusqu'à Anvers et Zeebrugge, la Hollande se sent prise entre des tenailles, c'est-à-dire dans une position qui peut à peine rester supportable pour elle. »

Quoi d'étrange que tous les Hollandais sincèrement attachés à l'indépendance de leur pays soient inquiets à propos des visées allemandes sur l'avenir de la Belgique.

S'il apparaît ainsi clairement, conclut le professeur Van Hamel, quelle serait, et peut-être, quelle devrait être la politique future d'une Allemagne victorieuse à l'égard de notre nation-sœur la Belgique, cela pourra convaincre un peuple comme le nôtre de ce que notre liberté également se joue en ce moment sur le champ de bataille de Flandre. Une Allemagne victorieuse signifiera pour l'avenir de notre nation l'anneau de fer de la garotte. Nous ne pouvons par conséquent vivre tranquilles, mais dans l'inquiétude, non dans la confiance, mais dans la suspicion. Et soyons profondément convaincus de ceci :

« Que quelle que soit la politique officielle de neutralité, notre indifférence à l'égard de la politique de l'Allemagne constitue un péché mortel envers le sort de notre pays, et qu'une attitude arithmétiquement égale à l'égard de la gauche et de la droite sera le moyen le plus certain d'arriver à notre propre destruction. »

LES GARANTIES DE LA PAIX.

Aux yeux de l'étranger, qui nous regarde, la séance que la Chambre française a tenue le 25 octobre 1917 se résumera probablement en deux traits : unanimité sur les restitutions et les réparations auxquelles la France a droit, débat sur les garanties qu'elle exigera.

« L'Alsace et la Lorraine sont des départements envahis », a dit M. Barthou, « nous devons les libérer. » Les applaudissements de la Chambre ont montré que cette formule simple et frappante exprime la conviction de tous les Français. C'est une réponse de plus au « jamais ! » qu'a imprudemment lancé M. de Kühlmann. C'est aussi une réponse aux suggestions insensées que le comité central des Soviets a la prétention de faire passer pour le programme de la démocratie russe, et que le « Temps » a vainement essayé de révéler au public français. Quant au problème des réparations, il est si clair que la Chambre ne s'y est pas même arrêtée. C'est à l'envahisseur de payer pour son pillage méthodique comme pour ses dévastations sauvages. Le Vatican proposait une **CONDONATION** réciproque des dommages et la commission hollando-scandinave de Stockholm demande que les compensations soient prélevées sur un « fonds international ». La France repousse ces deux transactions iniques, qui mettraient à la charge des victimes une partie de l'indemnité due par les malfaiteurs.

Unanime sur les restitutions et les réparations, la Chambre a vivement discuté la question des garanties. C'est peut-être parce que cette question, profondément différente des deux autres, ne doit pas être posée de la même manière qu'elles.

Les restitutions et les réparations sont destinées à corriger le passé. Les garanties sont faites pour sauvegarder l'avenir. Les restitutions et les réparations se taillent à la mesure des droits lésés. S'il s'agit de territoires à reprendre, cette mesure est parfaitement connue, et s'il s'agit de dédommagements en argent ou en nature, on est sûr, dès maintenant, qu'il sera possible d'organiser une procédure impartiale pour en fixer le montant. Au contraire, les garanties devront être proportionnées au danger qui menacera la paix. Ce danger, comment l'évaluer aujourd'hui ?

En discutant dès maintenant les garanties que les Alliés demanderont à l'Allemagne, on se place entre deux écueils que le débat a côtoyés tour à tour. Ou bien l'on évite de pré-

ciser, et l'on s'expose alors à fournir des arguments aux pangermanistes : ces gens de mauvaise foi préchent la guerre à outrance et réclament des conquêtes illimitées, sous le prétexte que l'Entente a des buts de guerre fantastiques, tellement fantastiques qu'elle n'ose pas les avouer. Pour leur enlever ce prétexte, essaye-t-on de limiter les garanties auxquelles pensent les alliés ? On tombe alors dans des inconvénients non moins graves.

Le gouvernement allemand, qui a véritablement le génie du marchandage, traite comme un maximum inacceptable les conditions qui représentent pour nous un minimum irréductible. Au lieu d'examiner les solutions une à une, pied à pied, ce qui habituerait du moins le peuple allemand à comprendre que nous ne nous contenterons pas de promesses vagues et de stipulations bâclées, il rejette d'emblée la diplomatie des Alliés sur sa dernière ligne de défense : désarmement, arbitrage, société des nations. Mais cette ligne, qui pourra être une protection appréciable si l'Allemagne de l'avenir ne ressemble pas à celle de 1914, ni même à celle de 1917, n'a aucune valeur tant que l'Allemagne reste ce qu'elle est. Les pacifistes les plus convaincus comme le professeur Nippold, et le docteur Fried, qui publiait récemment un article si juste dans la « Nouvelle Gazette de Zurich » aperçoivent et dénoncent l'hypocrisie du gouvernement allemand qui parle aujourd'hui d'arbitrage. Aussi les déclarations qu'on rédige à Berlin, en l'honneur de la Société des Nations, ne rapprochent-elles pas d'une heure l'instant où il sera possible de parler de la paix. Bien plus : elle éloigne cet instant. En s'appliquant à entretenir une équivoque, en persuadant à ses sujets qu'il va suppléer à la victoire par la fourberie, le gouvernement impérial fait prendre patience à l'Allemagne et l'encourage à ne pas renoncer à ses appétits. Prenons garde au double risque que nous courons : de même qu'une ambition injustifiée, une modération intempestive retarde la paix.

Pourquoi irions-nous errer entre ces deux périls ? Pourquoi ne pas s'en tenir à ce qui est la vérité ? Les buts de guerre, qu'ils soient grands ou petits, qu'ils soient faits d'annexions ou de neutralisation, la France n'en connaît pas et elle n'a pas à en discuter. Elle n'a que des buts de paix, parmi lesquels figure, naturellement, la création d'un ordre nouveau où la paix sera sauvegardée. Quels sont les détails de cet

ordre nouveau ? Nous pouvons faire là-dessus des études, mais non des déclarations, car l'élément essentiel du problème ne dépend ni de nos dispositions présentes, ni même de notre victoire, dont M. Albert Thomas a proclamé la nécessité aussi fermement que M. Barthou. L'élément essentiel du problème dépend du peuple allemand.

Ne laissons pas retourner les questions à notre détriment et au détriment de la justice. Ce n'est pas nous qui pouvons définir à notre gré les garanties indispensables à la paix future. Il faudra savoir, d'abord, ce que le peuple allemand est capable de faire pour empêcher ses dirigeants de recommencer la guerre. Suivant son attitude, le danger apparaîtra plus ou moins grand. Et c'est à la dimension du danger qu'il faudra mesurer les précautions.

Or, le peuple allemand a en ce moment même une occasion exceptionnelle pour prou-

ver aux autres nations la force de sa volonté et la sincérité des sentiments pacifiques qu'il s'attribue. L'Empereur maintient en fonctions une équipe gouvernementale que la majorité du Reichstag voulait chasser. Nous attendons la réaction populaire que va produire ce coup de tête impérial. Nous attendons également le programme du « bloc » démocratique qui se constitue en Allemagne parmi les partis de gauche : radicaux bourgeois et socialistes majoritaires. Ne serait-ce pas, par hasard, un programme d'extension mondiale à tout prix ? La démocratie allemande ne serait-elle pas, sous d'autres formes, plus ambitieuse encore que les hobereaux prussiens ? Rien ne montrerait plus clairement qu'avant d'établir la Société des Nations, il faut vaincre. Nos chefs et nos soldats s'en chargent, heureusement.

(LE TEMPS, 27 octobre 1917.)

DE BISMARCK A LUXBURG

Le scandale Luxburg est une bonne chose pour les Alliés à maints égards. Sa répercussion en République Argentine et en Suède est déjà une conséquence importante : le blocus moral de l'Allemagne s'en trouve renforcé, son isolement dans le monde est aggravé. Ce n'est pas la première fois que, par manque de tact, la diplomatie allemande travaille contre elle-même.

Second avantage : nous savons désormais que nous pouvons compter, de la part des Etats-Unis, sur un esprit de guerre et d'offensive toujours en éveil. Les brillants succès que M. Wilson et M. Lansing ont déjà remportés grâce à un emploi rationnel et à une utilisation hardie du contre-espionnage (se rappeler la découverte du complot Zimmermann au Mexique), font augurer que la participation militaire et matérielle de l'Amérique au conflit va être doublée par la politique réaliste, clairvoyante et imaginative du gouvernement de Washington.

Il y a un troisième résultat qui n'est pas à dédaigner non plus, et c'est l'effet qui sera produit sur les Allemands. Déjà, ils commençaient à douter de l'infailibilité de leur personnel dirigeant. Quelle confiance leur restera-t-il après la révélation de l'énormité commise par le comte Luxburg ? Il a eu l'inconscience d'écrire, de signer et de confier au télégraphe la mémorable formule : « Couler sans laisser de traces », et non seulement il a été pris sur le fait, mais encore il a couvert son pays de honte et aggravé les difficultés de l'Allemagne. Un cynique qui ne réussit pas n'est qu'un sot.

Les Allemands ont cru longtemps au cynisme parce que Bismarck avait réussi. Mais ils n'ont pas compris l'exemple bismarckien et ils n'ont même pas fait attention, dans leur orgueil, aux avertissements que Bismarck leur avait laissés.

Lui-même n'ignorait pas qu'il devait ses trois guerres heureuses de 1864, de 1866 et de 1870 et la fondation de l'Empire allemand autant aux fautes de ses adversaires et à la distraction de l'Europe qu'à son génie. Il savait bien que sa diplomatie avait été prudente, habile, humble même à l'occasion, jusqu'au jour où il avait senti la Prusse assez grande et assez sûre d'elle-même pour jeter le masque.

Il a raconté, dans ses souvenirs, comment il s'était résolu à jouer le coup de la dépêche d'Ems après une longue méditation intérieure et mûre délibération avec Moltke et Roon. Si le piège qu'il tendait à la France avait mal tourné, il savait bien qu'il serait couvert d'ignominie et, dans son propre pays, désavoué par tout le monde et abandonné à l'exécration générale. D'où le conseil qu'il a discrètement laissé à ses successeurs de ne pas recommencer à la légère le coup de la dépêche d'Ems.

Il n'a pas été écouté. Les Allemands se sont imaginé que s'ils formaient un puissant Empire c'était uniquement parce que les fondateurs de cet Empire avaient été sans scrupules et que la *Rücksichtslosigkeit* devait être la loi de l'Etat. Les diplomates allemands, de leur côté, ont été élevés dans la croyance que les dépêches d'Ems étaient le pain quotidien de la politique. Et malgré les échecs les plus mortifiants, ils

reviennent sans cesse à leur péché, parce qu'ils ne comprennent pas pourquoi la méthode qui a servi au triomphe de Bismarck ne leur apporte, à eux, que des déboires.

On manipule les dépêches d'Ems avec succès, on frappe du poing sur la table des négociations et l'on terrorise la partie adverse lorsqu'on est indiscutablement le plus fort, si indiscutablement qu'on peut mentir, violer sa parole, déchirer les traités avec impunité. L'erreur énorme des Allemands a été de croire qu'ils en étaient encore là en 1914, non seulement parce qu'ils se souvenaient de 1870, mais encore parce que Tanger et Agadir, l'annexion de la Bosnie et la conférence de Londres les avaient laissés convaincus que les méthodes brutales étaient les seules productives.

Bethmann-Hollweg avec la Belgique, Bernstorff avec les États-Unis, Luxburg avec l'Argentine ont cru faire du bismarckisme sans voir que les temps avaient changé.

* * *

Cette imitation mécanique est peut-être un des signes avant-coureurs de la décadence de l'Allemagne. Au siècle dernier, les généraux prussiens ont été battus à Iéna parce qu'ils se croyaient sûrs de la victoire en appliquant aveuglement les principes de Frédéric. La grande

faiblesse de la politique allemande, aujourd'hui, est de croire qu'elle détient l'infailibilité avec les recettes de Bismarck.

Elle les applique tout de travers. Bismarck avait expressément averti que l'Allemagne ne devait pas entrer dans une grande guerre et provoquer contre elle une coalition pour soutenir les ambitions orientales de l'Autriche. C'est justement ce qu'a fait l'Allemagne de 1914.

Bismarck avait enseigné que la Prusse devait toujours éviter de remettre en question le partage de la Pologne. Les Allemands ont pris Varsovie, mais ils ont ressuscité la nation et l'unité polonaises.

Enfin, Bismarck avait dit expressément que le militarisme prussien ne deviendrait dangereux pour l'Empire « que sous un monarque dont la politique manquerait de coup d'œil et de capacité de résistance contre des influences partiales et institutionnelles. » Bismarck craignait que l'Allemagne fût gouvernée par l'état-major. Et Tirpitz a fini par imposer la guerre sous-marine comme Hindenburg et Ludendorff ont imposé le chancelier Michaëlis.

Toutes les causes de ruine que Bismarck avait entrevues pour l'Empire allemand se trouvent exactement réunies.

Jacques BAINVILLE,

(LE XX^e SIÈCLE.)

LE RÔLE DE LA FLOTTE BRITANNIQUE ET L'ÉCHEC DE LA GUERRE SOUS-MARINE

Déclarations importantes de SIR GEDDES à la Chambre des Communes

LONDRES, 1^{er} novembre (Reuter). A la Chambre des Communes, sir Eric Geddes, premier lord de l'Amirauté, prononça le discours suivant :

Il est impossible de publier les pertes de tonnage, sans fournir de précieux renseignements à l'ennemi.

Après avoir examiné les déclarations que l'ennemi publie de temps à autre à ce sujet, je suis arrivé à la conclusion que l'ennemi ignore au fond ce qu'il a fait couler et qu'il désirerait savoir exactement le chiffre du tonnage détruit, mois par mois, semaine par semaine.

D'autre part, depuis le début de la guerre, 40 à 50 p. c. des sous-marins qui croisèrent dans la Mer du Nord, dans l'Océan Glacial Arctique et dans l'Atlantique ont été coulés.

Le dernier trimestre, l'ennemi a perdu autant de sous-marins qu'au cours de l'année 1916 tout entière.

D'après les données officielles allemandes les navires de toutes nationalités coulés pendant le mois d'août jageraient ensemble 808,000 tonnes.

Or, les Britanniques n'ont perdu qu'un peu plus du tiers de ce total et toutes les nations ensemble un peu plus de la moitié.

Pour le mois de septembre, le chiffre officiel allemand est de 672,000 tonnes.

Or, les Britanniques ont perdu un peu plus du tiers de ce total, et toutes les nations ensemble un peu moins de la moitié.

Les Allemands prétendent que le tonnage britannique a diminué à un tel point que les commandants de sous-marin ne rencontrent plus assez de navires pour maintenir la moyenne du tonnage détruit.

Remettons les faits au point :

En avril dernier, lorsque nos pertes furent les plus fortes, notre commerce avait sans doute une extension suffisante pour les sous-marins ennemis.

Or, en septembre, lorsque nos pertes furent les moins fortes, le chiffre sur mer des navires dépassant 1600 tonnes augmenta depuis le mois d'avril de 20 p. c. en ce qui concerne la quantité et de 30 p. c. pour le tonnage.

Le vrai motif de la diminution des résultats de l'action sous-marine c'est l'augmentation du nombre des sous-marins qui « ne rentrent plus dans leurs bases ».

Les pertes britanniques diminuent graduellement. La diminution du tonnage, ces quatre derniers mois, est de 30 p. c. plus faible qu'on ne l'évalua en juillet.

Les pertes britanniques totales, en ce qui concerne les navires dépassant 1600 tonnes, comportent à peine depuis le début de la guerre 2 1/2 millions de tonnes, soit 14 p. c.

Bref, nos mesures de défense ont été si efficaces les sept derniers mois que nos pertes ont diminué graduellement, malgré le nombre augmentant des navires qui traversent la zone dangereuse.

Certes, nous perfectionnerons et étendrons nos mesures, mais n'oublions pas non plus que les Allemands construisent des sous-marins plus rapides et qu'ils n'ont pas encore atteint sous ce rapport leur degré de perfectionnement suprême.

Toutefois, nous pouvons envisager l'avenir avec confiance. Depuis le début de la guerre l'Allemagne a perdu la moitié de son tonnage. Ces bâtiments ont été coulés ou capturés par les alliés.

Il ne faut pas seulement examiner la situation en Grande-Bretagne, mais encore celle des autres pays de l'Entente, dont quelques-uns ne sont pas moins bien lotis que nous.

Montrons donc de la parcimonie et gardons le plus de tonnage possible pour les nécessités urgentes. Il nous faut compter sur une guerre de longue durée. Je ne vois aucun indice que sa fin soit proche.

En ce qui concerne la construction des navires, M. Geddes déclara que l'année 1917, malgré le nombre restreint d'ouvriers, supporte toute comparaison avec la meilleure année et que l'année 1918 sera encore meilleure.

Les neuf premiers mois de 1917, on a construit 125 p. c. de navires de plus que dans les mêmes mois en 1916 et beaucoup plus de navires que dans l'année 1915 tout entière.

Le tonnage des navires-modèles commandés comporte un million de tonnes. La moitié en est déjà en construction.

Le ministre donna ensuite les renseignements suivants sur la récente attaque contre un convoi de navires.

Le 16 octobre, dit-il, les contre-torpilleurs « Strongbow » et « Mary Rose » et trois petits bâtiments armés, dont un était pourvu d'un appareil de télégraphie sans fil, escortèrent un convoi parti de Norvège pour les îles Shetland.

Au cours de la nuit le bâtiment pourvu de l'appareil de télégraphie sans fil dut demeurer

auprès d'un navire du convoi qui avait dû s'arrêter.

Le 17, à l'aube, on vit approcher deux navires venant du sud. Le « Strongbow » fit des signaux. Comme il ne reçut pas de réponse suffisante, il donna ordre d'engager la bataille.

Le premier projectile de l'ennemi détruisit sa cabine de télégraphie sans fil, et, malgré la vaillance de l'équipage, le navire coula.

Le « Mary Rose », aussitôt attaqué par les deux navires ennemis, fit explosion après avoir été atteint par un projectile.

Après quoi les deux navires ennemis, appartenant à la catégorie des croiseurs très rapides, firent couler neuf navires du convoi.

Comme un des trois navires pourvus d'appareils de télégraphie sans fil était demeuré en arrière, que l'appareil du second avait été détruit par le premier obus ennemi et que le troisième navire avait été coulé sur le champ, on n'apprit la nouvelle de l'attaque que lorsque les survivants arrivèrent à bord de chaloupes à Lerwick.

Comme on lui avait demandé comment l'ennemi avait pu approcher sans qu'il ait été aperçu, M. Geddes fit remarquer que la Mer du Nord a une superficie de 140,000 milles marins carrés, que la côte orientale anglaise, continuellement exposée aux attaques de l'ennemi, a 566 milles marins de longueur et que les croiseurs légers n'ont qu'un champ d'observation d'à peine 5 milles marins carrés.

Une flotte qui tient la garde se trouve dans une situation moins avantageuse qu'une flotte qui sort brusquement de son abri.

Le service des convois scandinaves fut organisé en 1917. Le nombre des navires qui furent convoyés ainsi dépasse 4500. C'est la première fois que des navires ont été détruits au cours d'une attaque sur mer. Parmi les autres convois qui traversent constamment la Mer du Nord nos pertes furent plus restreintes encore.

M. Geddes rendit hommage ensuite à l'attitude héroïque des équipages des navires de l'escorte, après quoi il réfuta les critiques auxquelles la flotte fut en butte parce qu'on n'avait pas envoyé de navires dans la Baltique pour aider la Russie.

Déjà à l'entrée de la zone d'opérations, dit-il, les Britanniques auraient rencontré des navires allemands. Le passage eût exigé beaucoup de temps. Et, même si nous n'eussions pas tenu compte de la neutralité danoise, nous eussions rencontré de vastes champs de mines. Dès qu'ils eussent quitté le Grand Belt, les navires britanniques seraient tombés sous le feu de la flotte allemande.

Dans la Baltique, notre flotte eût été promptement réduite à l'impuissance et enfin elle n'eût pas pu recevoir en Russie des approvisionnements suffisants.

Revenant ensuite à la question du convoiement des navires, le ministre poursuit :

En septembre, 90 p. c. des navires qui traversèrent l'Atlantique furent convoyés et, depuis que le service d'escorte a été instauré, on n'a perdu qu'un navire sur 200 parmi les bâtiments qui traversèrent la zone dangereuse.

M. Geddes parla ensuite du rôle joué par le gros de la flotte. Celui-ci, dit-il, se trouve dans sa base septentrionale, non retranchée où il compte sur ses propres forces. Nuit et jour les navires croisent dans la Mer du Nord, du nord au sud et de l'est vers l'ouest. Le mois dernier les navires de guerre parcoururent un million de milles dans les eaux britanniques et les croiseurs auxiliaires et les bâtiments de patrouille, six millions de mille. Au surplus les navires britanniques gardent toutes les mers du monde. Pour montrer le soin avec lequel ils exécutent leur besogne, le ministre déclara que, dans la partie septentrionale de l'Atlantique et dans l'Océan Glacial, les escadres du blocus avaient arrêté successivement tous les navires qui se dirigeaient vers les pays neutres.

En 1914, la flotte jaugeait au total 2,400,000 tonnes ; aujourd'hui 17 p. c. en plus.

Au début de la guerre 18 navires faisaient le service de déblayeurs de mines et de patrouilles auxiliaires. Aujourd'hui 3368 navires sont employés dans ce service.

Au début de la guerre la flotte avait 23 navires pétroliers ; aujourd'hui 700.

Avant la guerre la flotte se composait de 146,000 hommes ; aujourd'hui de 390,000.

Ces chiffres comprennent aussi ceux du corps d'aviation de la marine, qui s'est étendu de 700 à 41,000 hommes.

En septembre on exécuta 64 raids sur les établissements militaires de l'ennemi en Flandre. On lança 2736 bombes, soit 85 tonnes d'explosifs ; et en octobre encore plus.

Les sous-marins de la flotte font également de la bonne besogne. Bien qu'on ne publie pas leurs exploits, leur action contribue beaucoup à garantir la sécurité de la Grande-Bretagne.

Le ministre conclut en ces termes :

Le jour où l'ennemi accordera à la flotte ce qu'elle désire : un combat naval, elle saura maintenir, j'en suis certain, les traditions dont s'enorgueillit avec raison le pays.

(L'ECHO BELGE, 3 novembre 1917.)

LA GUERRE AUX ILLUSIONS

A Berne, à la veille de la déclaration de guerre, ceux des nôtres qui tentèrent de s'aboucher avec les « sozialdemokrates », pour faire prévaloir une suprême chance de paix, revinrent tout meurtris de vagues propos n'ayant pu être échangés qu'après une injonction formelle de faire le silence sur l'Alsace-Lorraine. Jugez de ce qu'il en peut être quand du projet de domination universelle, payé de tant de vies allemandes, l'orgueil guerrier du sauvage agresseur se voit poser la question de savoir s'il renoncera, autrement que par la force des armes, à la terre française que, pendant un demi-siècle, il a considérée comme une proie d'hier, d'aujourd'hui, de toujours. A aucun moment, une parole ne fut dite qui nous le montrât susceptible de fléchir sur ce point, autrement que par la contrainte des armes. Je n'ai cessé de dire que Guillaume II, en son arrogance de conquérant, comme en ses méthodes de barbarie, exprime bien son peuple, et que les fous qui attendent la révolution destinée à libérer la « démocratie allemande » du joug prussien ne font que se leurrer d'un aveuglement volontaire, dans l'enfantine espérance qu'il suffit d'ap-

peler ce qu'on souhaite pour le réaliser. Hélas ! Nous avons trop de raisons de savoir que ce n'est pas assez parler la guerre. Sur l'enclume de leurs souffrances, c'est aux hommes à savoir forger leur destinée.

Quel peut être notre intérêt à vouloir que les choses soient autrement qu'elles ne sont ? Quel avantage de nous mentir à nous-mêmes ? Pourquoi fermer les yeux à l'évidence, sinon parce qu'on n'a pas le courage de regarder en face la réalité ? L'Allemand est fatigué — incomparablement plus fatigué que ses adversaires — non encore épuisé au point qui déciderait du suprême abandon. Il est de plus en plus inquiet de l'avenir, et si ses succès du front oriental lui apportent de vifs réconforts, il commence à comprendre qu'ils pourraient être sans issue. Cependant, les combats des Flandres nous montrent que sa combativité n'est pas affaiblie. Il faudra, pourtant, que son endurance soit brisée. Nous travaillons à en achever les moyens. Jusque-là, gardons-nous de croire qu'il peut être réduit par l'astuce des conversations. Sa qualité principale est de vouloir sauvagement, en dehors de toute règle de moralité. Il a voulu, i

veut toujours, il voudra jusqu'à ce qu'il tombe d'épuisement. Le convaincre par des éclats de voix et des acrobaties oratoires, cela peut réussir, pour un jour, en d'autres pays. Avec lui, rien. Point de jongleur pour lui en faire accroire. Il y aurait bien plus de chances, si nous l'écoutions, en dehors des voies régulières de gouvernement à gouvernement, pour que, nous ayant attirés dans son piège, il ne tente, par une brusque volte-face, de nous faire apparaître en bourgeois de Calais.

Depuis trois années, nous avons surtout vécu de harangues, qui n'ont rien changé de nous-mêmes ni de nos ennemis. Ce sont

des soldats. Il leur faut l'argument du soldat : la force dans le plein de son éclat. En dehors de cela, rien qui vaille. Et, puisque nous avons les moyens de la victoire finale, il serait bon que les parleurs se résignassent à faire la guerre, au lieu de la conférer. Lorsque la seule chose sur laquelle l'Allemand, si éprouvé qu'il soit, ne veut pas céder, se trouve la seule chose sur laquelle nous ne puissions rien cocéder, il n'y a que l'arbitrage de la force militaire. Ce n'est pas par des promenades en Suisse ou en Espagne que se terminera la guerre. C'est à coups de canon.

G. CLEMENCEAU.

(L'HOMME ENCHAÎNÉ, 17 octobre 1917.)

EN FLANDRE

LA LUTTE EN FLANDRE ET SES CONSÉQUENCES POSSIBLES

La topographie du théâtre de la guerre en Flandre exerce une influence primordiale sur le développement des opérations militaires actuelles. Pour quiconque a cette topographie présente à l'esprit, les raisons des diverses phases de la lutte apparaissent claires et logiques. Dans le cas contraire, elles échappent. Nous devons donc, avant tout, analyser les conditions topographiques, ce ne sera pas peine perdue, et la conclusion en découlera sans effort.

Depuis le début de la guerre, plus exactement depuis la stabilisation de fronts opposés, après ce qu'on a justement nommé « la course à la mer », la ligne de l'Yser a résisté aux plus énergiques et coûteux efforts de l'ennemi. Mais, que faut-il entendre par la ligne de l'Yser ? Ce n'est pas seulement la rivière, endiguée et canalisée. A la considérer isolément, elle n'a pas plus la valeur défensive que n'importe quel autre cours d'eau étroit, rivière ou canal. D'ailleurs les Allemands l'ont souvent franchie avant les inondations. La ligne de l'Yser, militairement comprise, est une région large et basse, inondable en grande partie, et coupée en tous sens d'une quantité de ruisseaux et de canaux, dont le grand nombre constitue l'obstacle. Cette ligne s'étend beaucoup en profondeur et elle renferme beaucoup de parties pratiquement infranchissables pour de grandes unités. Derrière elle, se trouve un autre réseau de lignes d'eau, encore plus serré, autour de Dunkerque-Bergues, puis de Gravelines à Saint-Omer. Il est prolongé ensuite par Aire, et au sud de Béthune, de Lens, jusqu'à Vimy, par d'excellentes positions de défense.

Ce n'est pas tout. En avant de Saint-Omer court jusqu'au sud d'Ypres, à Messines, un chapelet de hauteurs très importantes, étant donné

la nature plate du pays. C'est d'abord la montagne de Cassel, qui domine de plus de cent mètres les plaines environnantes ; puis les hauteurs qui se développent au nord de Bailloul et se terminent à Messines, en altitude décroissante. Si l'ennemi avance au-delà de l'Yser, cette ligne organisée le prend sur son flanc gauche. S'il passe par Armentières et Hazebrouck, se dirigeant sur Saint-Omer, pour éviter au nord le réseau très serré de lignes d'eau, alors la ligne en question fait face au sud, et elle le prend sur son flanc droit. Ces hauteurs si remarquables au point de vue défensif, n'ont jamais attiré l'attention parce qu'elles n'ont pas eu de rôle à jouer, l'ennemi n'ayant pu pénétrer au-delà de l'Yser dans le secteur nord, ni au-delà de Warneton-Armentières-La Bassée dans le secteur sud. Toute avance sérieuse dans l'un de ces secteurs l'aurait engagé dans une tenaille, soit entre la ligne Cassel-Messines et la mer, soit entre cette même ligne et la falaise du sud d'Aire à Béthune, terminée à l'est par Notre-Dame-de-Lorette et Vimy. Les Allemands n'ont possédé que l'extrémité de la ligne Cassel-Messines à Messines et Wytschaete, et le premier acte de l'offensive britannique a eu pour résultat de les en déloger.

Ypres forme bastion en avant de la ligne de l'Yser, et marque en même temps l'extrémité sud de cette ligne. Entre Ypres et les hauteurs de Wytschaete-Messines, il y a une trouée qu'il a fallu d'abord défendre énergiquement et dont l'ennemi a maintes fois tenté de profiter, quand il tenait la hauteur de Wytschaete. La vraie défense d'Ypres barrant cette trouée se reporte plus loin vers l'est ; elle est constituée précisément par les terrains hauts qui font l'objet de

la lutte actuelle et dont les Anglais chassent peu à peu l'ennemi.

On dit qu'Ypres était au centre d'une assiette. C'est l'impression qu'on a des abords immédiats de la ville. Partout, au sud, à l'est, et même au nord, mais à plus grande distance dans cette dernière direction, le terrain monte et profile sur le ciel sa silhouette de crête peu élevée. Mais cette crête n'est qu'apparente. La retombée au-delà n'est pas brusque; elle s'effectue par des pentes de la même valeur que celles qui regardent Ypres. Ce n'est donc pas, à proprement parler, le bord d'une assiette; c'est un bourrelet continué. Les hauteurs dont il s'agit s'embranchent sur celles de Cassel à Messines; elles forment avec ces dernières, le partage des eaux entre les deux bassins de l'Yser et de la Lys, et si elles contournent Ypres c'est parce qu'en effet le bassin de la Lys contourne celui de l'Yser par le sud et l'est. La raison de leur mode de formation est due à la nature du sol, qui se désagrège facilement; ces hauteurs ont une allure très compliquée. Toutefois, on y reconnaît certaines directions générales.

De Wytschaete qui est un nœud, les hauts se portent franchement vers le nord-est, passant près de Hollebeke, puis par le polygone de Zonnebeke. Là, ils s'épanouissent en plateau jusqu'à Becelaere et reprennent ensuite droit au nord, par Passchendaele et West-Roosebeke, jusqu'à Staden. A partir de Staden, ils deviennent assez confus, mais une direction s'en détache nettement vers l'ouest, passant au nord de la forêt d'Houthulst, pour mourir vers Dixmude. De cette ramification coulent vers le nord les eaux qui constituent les prairies marécageuses bordant le canal d'Handzaeme. Ces prairies rejoignant à Dixmude celles de la ligne de l'Yser, Dixmude est le sommet de l'angle qu'elles dessinent les unes et les autres, et le centre de l'espace compris entre les deux côtés de cet angle est occupé par la forêt d'Houthulst.

Sans insister davantage sur la disposition générale de ce terrain, on voit que l'opération actuelle de l'armée britannique consiste à se rendre maître progressivement, en gagnant vers

le Nord, des hauteurs qui, partant de Wytschaete aboutissent à Staden. La longueur totale de leur parcours est d'environ 30 kilomètres. Il n'en reste pas le tiers à prendre; les deux tiers sud et central sont acquis. Quand les Anglais seront parvenus à Staden, la forêt d'Houthulst sera investie de trois côtés : ouest, sud et est. Sur le côté sud c'est l'armée française du Général Anthoine qui opère, et, jusqu'ici, son rôle se borne à suivre le mouvement de l'armée anglaise, pour maintenir la continuité du front, la liaison entre l'offensive anglaise qui progresse, et la partie fixe des lignes le long de l'Yser, secteur qui, par sa nature, décrite plus haut, est excellent comme défense, mais peu propre à l'offensive.

Si les Anglais s'étendent ensuite, toujours en tenant les hauts du terrain, en direction de Dixmude, suivant la crête qui va de Staden dans cette direction, l'armée française qui surveille actuellement la lisière sud de la forêt, continuera à appuyer le mouvement en se portant en avant, alors non seulement la forêt tombera, mais tout l'espace compris entre l'Yser (depuis Dixmude), le canal de Handzaeme et la ligne tirée de Zarren (sur ce canal) à Passchendaele, deviendra intenable pour les Allemands, qui devront l'évacuer à temps. Dès lors, les installations allemandes le long de la côte, entre Nieuport et Zeebrugge, commenceront à être menacées de prise à revers. Il est possible que ce soit-là le but visé. En tout cas, c'est un but qui s'aperçoit.

Dans le cas où, contrairement à ce que semblent indiquer les opérations actuelles, l'armée anglaise, n'aurait du côté du nord que des projets limités, tendant peut-être à l'occupation de West-Roosebeke et de la forêt d'Houthulst, sans aller plus loin, cette forêt deviendrait un point d'appui de gauche, relié à l'Yser au sud de Dixmude, dans le but de permettre de pousser, non plus dans la direction du nord, mais dans celle de l'est, celle de Courtrai. L'objectif serait alors de tourner les grandes agglomérations de Lille, de Roubaix et de Tourcoing.

(L'INDÉPENDANCE BELGE, 29 octobre 1917.)

LA BATAILLE DEVANT PASSCHENDAELE

(De notre envoyé spécial)

FRONT BRITANNIQUE

Avec un confrère français et sous la conduite d'un officier connaissant particulièrement bien le terrain, j'ai assisté à la bataille devant Passchendaele du haut d'une éminence située à l'est d'Ypres.

Dès que nous avons un peu dépassé la ville, nous arrivons dans la zone marmi-

tée. Notre cicerone, rencontrant un lieutenant de ses amis aux environs du Château d'Hooge, lui demande quelle était la route offrant le plus de sécurité.

— Ne continuez pas par celle-ci, nous dit-il, les Boches y mettent un barrage tous les quarts d'heure. Prenez par la gauche.

Nous suivons ces indications. A un carrefour, un policéman interrogé sur le chemin à prendre nous donne des indications absolument opposées.

— Prenez la route principale sans craindre, insiste-t-il, les obus tombent au moins à cinquante mètres à droite et à gauche. Puis il ajoute qu'il n'y a pas à choisir. Alors...

UN VOYAGE PÉRILLEUX ET FATIGUANT

Comme l'avait annoncé le policéman, les marmites tombent en effet à notre droite. Mais en arrivant à mi-côte nous nous rendons compte que le lieutenant n'avait pas tout à fait tort, car nous voyons les effets des barrages ennemis. Nous constatons en même temps que les ravitailleurs ne se sont pas arrêtés pour cela. En quelques minutes, la route a été dégagée : les tués ont été rangés, recouverts d'une couverture, en dehors du chemin, les chevaux morts culbutés dans un trou d'obus, les voitures avariées renversées sur le bord de la route.

Deux officiers, les jambes enfoncées dans d'énormes bottes fourrées, un manteau de cuir fauve doublé de peau de mouton sur le dos, nous croisent. Des aviateurs. Notre guide les questionne. En moins d'une minute nous avons appris qu'ils ont eu, en volant très bas, leur moteur touché par des balles de mitrailleuses et qu'ils ont été forcés d'atterrir à peu près en première ligne. Heureusement, ils n'ont pas une égratignure. Ils nous annoncent que la progression est sérieuse, mais fort lente, à cause de l'état du terrain transformé en marais par les pluies des jours précédents.

Nous continuons. Mais bientôt la route de madriers devient tellement glissante, que force nous est de prendre à travers le champ d'entonnoirs. Nous avons encore quelques kilomètres à faire et nous parvenons à peine à avancer à raison de deux kilomètres à l'heure. Bien que nous ayons fréquemment de l'eau et de la boue jusqu'à mi-jambe la marche est plus facile que sur la route de bois. Enfin nous arrivons en vue du point culminant, but de nos efforts. Mais nous sommes exténués. Il ne s'agit cependant pas de traîner, car l'endroit n'est pas des plus recommandables. Les obus tombent presque sans arrêt tout autour de

l'abri que nous devons atteindre. Aussi malgré la fatigue, terminons-nous par un temps de pas accéléré.

A L'ABRI

Impression de sécurité complète dès que nous sommes dans le petit fortin bétonné. Mais en même temps, nous songeons à l'extraordinaire endurance dont doit faire preuve le fantassin qui monte à l'assaut après avoir marché, tout équipé, trois fois plus chargé que nous, pour arriver aux parallèles de départ et qui passe, en outre, une nuit blanche, au milieu des tirs de l'ennemi. Et nous comprenons maintenant combien juste est la parole de cet officier supérieur qui nous disait récemment :

— Bien plus que les Boches, c'est l'exténuation physique due à l'horrible terrain, qui limite l'avance de nos hommes.

L'occupant de l'abri, un général, nous reçoit d'une façon charmante, pendant que les marmites se rapprochent de plus en plus.

— Rien à craindre ici, nous dit-il. C'est tout à fait à l'épreuve. C'est d'ailleurs la seule bonne chose que les Allemands aient jamais bien faite : préparer des abris pour les troupes britanniques qui les attaquent.

Pendant que nous causons, les obus tombent tellement près que l'abri en est violemment secoué. On ressent parfois la même sensation qu'à bord d'un vapeur qui démarre et que font trembler les premiers tours de l'hélice. A trois reprises, la lanterne à l'acétylène qui nous éclaire s'éteint sous le choc, nous plongeant subitement dans l'obscurité.

LA BATAILLE. — UN NOMBRE PRODIGIEUX DE MITRAILLEUSES

Nous apprenons des détails sur l'action en cours depuis ce matin. La lutte a été terrible. Les troupes britanniques, faisant preuve d'une bravoure extraordinaire, ont avancé d'un kilomètre, avec de la boue jusqu'aux genoux; en traversant des espaces inondés ou des ruisseaux débordés, on a eu parfois de l'eau jusqu'aux épaules. Les Allemands opposèrent une résistance acharnée. Ils avaient massé des mitrailleuses par centaines dans des constructions bétonnées et elles crépitèrent sans interruption pendant des heures. Dans les pre-

miers abris enlevés, on constate que les Boches disposent sur ce front-ci d'une mitrailleuse par douze hommes. Plus que jamais le terrain est venu à l'aide des Allemands. Le « Lekkerboterbeek » (le ruisseau du beurre fin), mince filet d'eau en temps ordinaire et que son nom bucolique ne semblait guère prédestiner à être le témoin de ces luttes, est le théâtre de combats particulièrement sanglants. Gonflé par les pluies récentes, il déborde et contribue à ralentir l'avance des troupes alliées.

Aux environs de la petite chapelle située immédiatement à l'ouest de Passchendaele, à l'endroit appelé « Bellevue », les Boches ont réuni une quantité énorme de mitrailleuses. La lutte y est particulièrement acharnée, car les troupes d'élite britanniques qui combattent ici ne reculent devant rien.

Mais tous les moyens de défense accumulés par les Boches sont peu de chose à côté des obstacles naturels. L'eau et la boue, la boue et l'eau valent des milliers de mitrailleuses, de gigantesques réseaux de fils barbelés.

Les tirs de barrage britanniques, habituellement irrésistibles, ne « rendent » pas comme d'habitude à cause de l'état du sol. Beaucoup d'obus éclatent sous l'eau ou tombent sur un sol si spongieux que leur fusée ne reçoit pas un choc suffisant pour qu'elle éclate. L'effet est presque nul. Les projectiles de campagne qui ne tombent pas à moins de cinquante centimètres des Boches retranchés ne causent aucun mal. Et par-dessus le marché la pluie empêche les aviateurs de régler le tir. Aussi le commandement britannique qui, lors des affaires de la route de Menin, du bois du Polygone, de Broodseinde et de Poelcappelle avait en vue des objectifs déterminés, formant un tout complet, a-t-il dû, pour cette attaque, procéder autrement. Au lieu de lancer ses troupes carrément jusqu'aux pentes orientales de Passchendaele, il s'est vu dans l'obligation de diviser le travail. Le 4 octobre, il a pris pied sur la crête, immédiatement au sud du village. Il s'est contenté cette fois de s'en rapprocher de ce côté-là et de bondir, de la plaine basse aux arêtes des pentes occidentales.

SUR LE TERRAIN DES COMBATS

Le tir allemand ayant diminué d'intensité, le général nous conduit à un observatoire peu éloigné, d'où l'on a une vue superbe sur Passchendaele. La forêt d'Houthulst s'étend, à notre gauche, entièrement dominée. Devant nous la crête célèbre barre l'horizon. À droite se trouve le bois du Polygone. Quelques habitations massives et relativement peu détruites — église, château et brasserie — désignent aux regards le village dont la possession est si âprement disputée. Pour le moment, l'artillerie allemande tonne avec obstination. Les obus paraissent tomber surtout à l'entrée sud du village. C'est bon signe : les troupes britanniques doivent avoir avancé sérieusement de ce côté. La visibilité défectueuse ne permet malheureusement pas de distinguer les fantassins que par temps clair on doit aisément apercevoir aux jumelles.

Au sud de Passchendaele, la crête continue. Depuis huit jours, nos alliés y sont installés. Cette ligne se perd dans le bois du Polygone. L'emplacement de ce bois est principalement indiqué par sa butte qui se trouvait à sa corne nord. Les arbres ont tous été volatilisés par la mitraille et les explosions. Mais on peut cependant encore déterminer exactement les limites du bois. En effet, les souches donnent au sol une teinte plus foncée qu'aux terres environnantes.

DUEL D'ARTILLERIE. — LE DÉPART

De grosses marmites — c'est du 210 nous dit le général — recommencent à tomber non loin de nous. Les artilleurs qui se trouvent à proximité n'en paraissent pas le moins du monde émus. Par contre, une trentaine de mules, chargées d'obus, qui s'avançaient à la file indienne, se débarrassent et filent dans toutes les directions. Leurs conducteurs ne demandent pas mieux que de se mettre à l'écart, et, agrippés à la bride, galopent à côté de leur bête. Mais à quelques centaines de mètres plus loin la file se reforme et continue.

L'artillerie britannique ne reste pas inactive. Nous en avons d'ailleurs la preuve en voyant tout-à-coup surgir derrière la ligne d'horizon une formidable colonne de fumée,

gris foncé, en forme de massue qui, en l'absence de vent, reste longtemps immobile.

— Un gros dépôt de munitions de l'ennemi qui vient de sauter du côté de Moorslede, nous dit-on.

Nous nous en retournons maintenant et nous faisons nos adieux au général en lui souhaitant bonne chance. Alors ce dernier prenant à part l'officier qui nous accompagne lui demande à voix basse, sans se

douter que les journalistes ont l'oreille fine :

— Is it correct for me to say when they leave : « je suis charmé » ?

Et devant la réponse affirmative de notre compagnon, il se tourna vers nous et nous serrant la main nous décocha à chacun un retentissant :

— Je suis charmé ! Je suis charmé !

A. MATAGNE.

(Le XX^e siècle, 16 octobre 1917.)

PRISONNIERS ALLEMANDS EN FLANDRE

... Les prisonniers ramenés à l'arrière sont de qualité assez variable : ceux provenant de la droite allemande n'avaient pas trop mauvaise mine ; en revanche leurs crânes étaient « bourrés » à merveille, sauf un ou deux — entre autres un ancien élève de notre Ecole des Beaux-Arts, et plus particulièrement de Gabriel Ferrier — on leur avait fait croire que les Anglais traitaient fort mal leurs prisonniers. Bon nombre d'entre eux, notamment un officier, affirmaient avec énergie que parmi les troupes anglaises combattaient une quantité de femmes ; il en était même un qui soutenait avoir aidé à transporter au poste de secours une de ces amazones, blessée d'un coup de feu à la jambe. L'illusion des Allemands provenait de ce que les soldats anglais, n'ayant qu'une faible partie de la tête couverte par le casque, se coiffent supplémentairement d'une sorte de bonnet en laine khaki recouvrant en partie les oreilles, par suite de quoi, à distance, on est tenté de les prendre pour de blondes imitatrices de Cléo de Mérode.

Les prisonniers capturés dans la région du château de Polderhoek étaient, en revanche, d'apparence miteuse et d'une saleté repoussante. Bien que vivant dans l'eau depuis plusieurs jours, ils n'avaient pas songé à se laver. C'étaient des Bavarois de troisième qualité, appartenant à une division de réserve et recrutés parmi l'erzatz, par conséquent des hommes ayant été refu-

sés, en temps de paix et même au début de la guerre, par des conseils de revision successifs. Il y avait aussi là quelques représentants de l'Allemagne du Nord, des Hambourgeois et des Poméraniens d'aspect très chétif, également rebutés à diverses reprises par la commission de recrutement et qui, depuis leur incorporation, ont été plusieurs fois à l'hôpital. L'un d'eux, qui ne m'a pas caché la satisfaction qu'il éprouvait d'être prisonnier, m'a déclaré avoir été malade trois fois déjà : deux fois à la suite d'une affection d'estomac et une fois du typhus qu'il avait contracté devant « Fertounn », autrement dit Verdun.

Parmi ces tristes échantillons de la race supérieure, tranchait une physionomie distinguée, une tête de petit collégien. C'était un petit Fahnenjunker (aspirant officier), n'ayant pas encore dix-sept ans et comptant déjà six mois de campagne. Cet infortuné Gruppenführer (chef de groupe), en la circonstance si fatale pour lui, avait « suivi » sa troupe, et celle-ci, troublée par l'explosion toute proche d'un obus, avait appuyé trop fortement du côté opposé au point de chute et était allé donner en plein dans les lignes anglaises. Voilà les résultats que l'ont obtenus en confiant le commandement d'une troupe à des êtres que leur âge désignerait tout au plus pour faire de la charpie.

(LE TEMPS, 28 octobre 1917.)

TETE DE GORGONE.

« Je commence par prendre. Je trouverai toujours ensuite des
» érudits pour démontrer que c'était mon bon droit. »

FREDÉRIC II (que, faute de mieux ils appellent LE GRAND.)

LEUR KAISER

Il est des figures de maudits sur lesquelles, avec l'âge, finissent par ressortir toute l'horreur et toute la nuit qui couvaient au fond de l'âme. Les traits parfois ne sont pas ignobles, non, mais, sur ces figures-là, quelque chose s'est inscrit, qui est mille fois pire que la laideur, et on ne peut pas les regarder... Ainsi leur Kaiser, pour vous glacer il suffit de sa sinistre effigie, il suffit du moindre de ses portraits entrevu dans un journal... Oh ! cet oeil vipérin, embusqué à l'abri des flasques paupières, ce sourire tordu par toutes les tares intérieures : foncière hypocrisie, brutalité malade, en même temps que férocité à froid, sans compter que les cravaches se mettraient à cingler toutes seules... J'ai vu jadis, au fond d'un vieux temple du Japon, un épouvantail considéré comme un chef-d'œuvre du genre, et que l'on conservait depuis des siècles sous un voile, dans l'un des coffres du trésor (on sait la vénération des Japonais pour les épouvantails et la maîtrise de leurs artistes dans l'horrible). C'était un masque humain, aux traits plutôt réguliers et affinis, mais, quand on l'avait bien regardé, son expression atroce, à la fois morte et cruelle, vous poursuivait pendant des jours et des nuits. Au milieu des chairs cadavériques aux plissures blêmes, ses deux yeux mi-clos l'un plus que l'autre, étincelaient et semblaient cligner, comme pour dire : « Il y avait longtemps, là dans ma boîte, que je ruminais quelque chose de macabre pour toi, et enfin tu es venu, je te tiens, et ça y est ! » Eh bien ! pour qui sait voir, la figure de leur Kaiser est aussi effrayante que celle cachée dans le vieux temple de là-bas, quel que soit le casque plus ou moins sauvage, à pointe ou à tête de mort, dont il ait la fantaisie de s'affubler. Depuis tant d'années que me poursuit l'affreux regard de cet homme, non seulement j'avais pressenti, comme tout le monde, qu'il « ruminait quelque chose pour nous », mais aussi que ce serait diaboliquement machiné et plus effroyable que tous les vieux crimes des temps barbares. Et je me disais : Pour la sauvegarde urgente de l'humanité, il faudrait tuer ça.

Tuer ça, oui, abattre la hyène, il l'aurait fallu, avant que sa rage latente se fût tout-à-fait déclarée, ou tout au moins l'enchaîner, la museler, l'enfermer entre des barreaux serrés et solides.

Mais à quoi pensent-ils, les anarchistes, qui auraient trouvé là un moyen de se réhabiliter, en méritant une reconnaissance mondiale, à quoi pensent-ils ? Quand il s'agit de tuer un souverain, ils s'essayaient sur cet être charmant qu'est le jeune Roi d'Espagne. En Autriche, ils vont choisir, alors qu'il y avait tellement mieux à cette cour, choisir et poignarder l'étrange et belle impératrice, qui ne faisait de mal à personne. Et, dans le quator des rois des Balkans, c'est sur le Roi de Grèce qu'ils jettent leur dévolu, quand ils avaient là ce Cobourg, qui était une occasion vraiment unique !...

Leur Kaiser, leur innommable et protéiforme Kaiser, chaque fois qu'on s'imagine en avoir tout dit, il vous confond par du nouveau que l'on n'aurait jamais prévu. Après son entêtement presque stupide à vouloir poser son Allemagne comme la victime attaquée, en dépit des plus aveuglantes évidences, des plus formelles preuves écrites et des plus écrasants aveux échappés à ses complices, dernièrement encore n'a-t-il pas éprouvé le besoin de « jurer devant Dieu » que sa conscience était pure et qu'il n'avait pas voulu la guerre ! Devant quel Dieu ? Devant le sien naturellement, devant *son vieux Dieu* à lui, que dans l'intimité il doit sûrement appeler : « Mon vieux Belzébuth ». Que d'élégance du reste, dans cette épithète de « vieux » accolée à un tel nom !

Leur Kaiser, il semble qu'il ait reçu de son vieux Belzébuth, avec la mission de répandre le plus de deuils, de faire couler le plus de sang et le plus de larmes, celle aussi de faire la chasse à toute beauté, à tout religieux souvenir, mission de tout profaner, de tout souiller et d'enlaidir tout ce qu'il n'anéantirait pas. Il a réussi même à déshonorer la science, en l'abaissant au rôle de complice de ses crimes. Et non seulement sa guerre à lui, la guerre telle qu'il l'avait voulue avec tant d'inférieure préméditation, aura été mille fois plus destructive d'existences humaines que toutes les guerres ensemble du passé, mais il a fallu qu'il s'en prit rageusement, lui et sa séquelle, à tous ces trésors d'art qui auraient dû rester l'intangible patrimoine de l'Europe civilisée. Et si jamais il avait pu devenir le dominateur absolu que sa vanité de malade rêvait d'être, ce n'est plus seulement par les explosifs et la ferraille qu'il aurait

achevé de tout détruire, mais par l'incurable mauvais goût de son Allemagne. Il suffit d'avoir visité Berlin, capitale du toc et des dorures de parvenu, pour se représenter ce que deviendraient nos villes. Et on frémit aussi en songeant à la rapide et définitive déchéance de l'Orient merveilleux, avec Stamboul, Damas, Bagdad, le jour où ce serait lui qu'il ferait la loi.

Leur Kaiser ineffable, souvent même il s'y entend à mêler du grotesque à l'ignominie ! Ainsi n'offrait-il pas au petit roi de Grèce sa parole de Hohenzollern comme gage ! Au lendemain de la violation de la Belgique, oser offrir sa parole, c'est déjà bien, mais ajouter que c'est une parole de Hohenzollern, quelle trouvaille ! Est-ce balourde inconscience ou impudente ironie pour le beau-frère craintif dont il avait jadis bafoué si dédaigneusement la petite arnée ? Parmi tous les gens qui ont une teinture d'histoire, qui donc ignore que cette lignée maudite des Hohenzollern depuis cinq cents ans qu'on la connaît, n'a jamais donné que d'éhontés menteurs, en même temps que carnassiers hobereaux. Vers 1762, la grande Marie-Thérèse n'en écrivait-elle pas déjà : « Chacun sait quel compte il faut faire du roi » de Prusse et de sa parole. Nul des souverains » de l'Europe n'a pu se soustraire à ses men- » songes. Avec ce despotisme reniant tous les » principes, la monarchie prussienne sera un » jour la source de calamités infinies, non » seulement pour l'Allemagne, mais pour toute » l'Europe. »

Leur Kaiser, dont le regard sent la mort, il dérouta la raison et le sens commun. La dégénérescence morbide est incontestable dans son cerveau qui, à certains points de vue cependant, n'en reste pas moins si supérieurement organisé pour le mal, et spécialisé dans la tuerie. Pour l'honneur de l'humanité accordons qu'il est fou, comme certain prince de Saxe l'a publiquement déclaré. Soit, il est fou : son cas relève même de la tératologie, et, partout ailleurs qu'en Allemagne, sa guerre lui eût valu la camisole de force dans un cabanon. Mais, pour le malheur de l'Europe, sa naissance l'a fait Kaiser du seul peuple capable de l'admettre et de le suivre, — le peuple *cruel par nature et que la civilisation a rendu féroce*, ainsi que Goethe le constate, et

le peuple dont *la bêtise est infinie*, comme Schopenhauer en fait l'aveu dans son testament solennel.

A cette « infinie bêtise » il participe du reste lui-même en plusieurs points ; sans cela aurait-il manqué aussi irrémédiablement son premier départ de 1914, pour s'être imaginé jusqu'à la dernière minute que l'Angleterre n'allait pas bouger, même devant le grand sacrilège de Belgique (1). Et n'y a-t-il pas au moins autant de bêtise que de férocité dans ses massacres de civils, torpillages de neutres, attentats en Amérique, zeppelins, asphyxies, etc., toutes choses dont il est personnellement l'odieux investigateur, et qui n'ont réussi qu'à collectionner, contre lui et son Allemagne, toutes les haines et tous les dégoûts ?

Au bout de quarante ans de préparation acharnée, avec des moyens aussi formidables, quand on ne recule pas devant les procédés les plus atroces ni les plus vils, quand on ne s'embarrasse d'aucune loi humaine, d'aucune conscience, se vautrer ainsi dans le sang pour n'aboutir qu'à un fiasco, non, en vérité, quelque chose d'essentiel doit manquer dans cette tête d'assassin ! Et il faut être le peuple allemand pour continuer de se laisser conduire à la débâcle par un déséquilibré qui commet des bourdes paires.

A la débâcle et à la boucherie. Et n'y aurait-il pas de limite à la soumission moutonnaire de ce peuple-là, qui, en ce moment même, se fait massacrer comme simple bétail, dans des attaques conduites avec une rage imbécile par un jeune microcéphale sans intelligence comme sans âme ?...

PIERRE LOTI.

(*La Hyène Enragée*, pp. 275-285.)

(1) A côté de mille exemples archi-connus de sa fourberie effrontée, en voici un, d'ailleurs facile à vérifier, qui n'est peut-être pas encore assez répandu dans le grand public. Sait-on bien déjà partout que le 2 août 1914, la veille même de la violation de la Belgique, alors que l'armée allemande était déjà massée à la frontière et tous les ordres donnés pour l'attaque du lendemain, le roi Albert ayant sommé le Kaiser de s'expliquer, celui-ci avait fait répondre officiellement par ses diplomates : « Les Belges n'ont pas à s'inquiéter, je n'ai pas la moindre intention de manquer à ma signature. »

ÉPHÉMÉRIDES.

DU 1^{er} AU 15 NOVEMBRE

1. — En plusieurs endroits du front, les Français pénètrent dans les positions allemandes et ramènent des prisonniers. — En Flandre, combats d'artillerie au nord-est d'Ypres. Pendant le mois d'octobre, les Anglais ont fait 9125 prisonniers, dont 242 officiers et ont pris 15 canons, 42 mortiers de tranchées et 431 mitrailleuses. — Les Italiens se sont retirés sur la rive

droite du Tagliamento. Une troupe de 60,000 hommes ayant été cernée a dû se rendre à l'ennemi. — Après de longs pourparlers avec les chefs des partis politiques, le comte Hertling a définitivement accepté le poste de chancelier et de président du ministère prussien. — En Espagne, Garcia Prieto ayant renoncé à former le nouveau ministère, le roi a fait appel à Maura.

2. — En Flandre, les combats d'artillerie continuent. — A l'Aisne, les Allemands sont

forcés d'abandonner leurs positions sur le versant nord du Chemin des Dames et de se retirer au-delà de l'Ailette. Les villages de Courtecon, Cerny en Laonnais, Ailles et Chevreux sont reconquis par les Français. — Les Anglais coulent un croiseur auxiliaire allemand près du Kattegat. — En Palestine, l'artillerie anglaise, appuyée par la flotte, canonne les positions turques près de Gaza. — En Russie, les maximalistes, sous la direction de Lenin, déploient une activité extraordinaire. — En Espagne, Maura n'ayant pas pu répondre à l'appel du Roi, Prieto a été de nouveau chargé de former le cabinet.

3. — Combats d'artillerie sur plusieurs points du front ouest. — A l'Aisne, les Français ont pris, depuis le 23 octobre, 200 canons, 222 mortiers de tranchées et 720 mitrailleuses. — En Palestine, les Anglais attaquent les positions turques près de Gaza et s'emparent des premières lignes sur une largeur de 5 kilomètres. — Le général français Foch prendra avec les généraux Duchesne et Mangin le commandement de l'armée anglo-française en Italie. — Le nouveau chancelier von Hertling confère avec les chefs des partis politiques au sujet de la nomination des principaux fonctionnaires de l'Empire. — En Espagne, Prieto a constitué son ministère et s'est réservé le ministère des affaires étrangères.

4. — Les Anglais s'emparent près de Broods-einde et de Poelkapelle de deux postes allemands. — Les Allemands franchissent le Tagliamento et font 6000 prisonniers. — En Mésopotamie, les Anglais infligent une défaite aux Turcs et les forcent à se retirer sur le Nord.

5. — Echec de coups de mains tentés par les Allemands au nord-est de Bezonvaux et dans les Vosges. — Les Belges bombardent vigoureusement les positions allemandes près de Dixmude. — En Palestine, les Anglais continuent à avancer : ils ont fait environ 2500 prisonniers, dont 300 officiers.

6. — Prise de Passchendaele et de Mosselmarkt par les Anglais, malgré une résistance acharnée de l'ennemi ; 400 prisonniers. — Les Italiens continuent leur retraite vers le Piave. — En Mésopotamie, les Anglais s'emparent de Tekrit. — En Russie, situation tendue entre Kerenski et les maximalistes.

7. — Echec d'une attaque allemande contre le bois de Chaume. — En Alsace, près de Schönholz, les Français infligent, dans une attaque locale, de sérieuses pertes à l'ennemi et font 120 prisonniers. — Prise de Gaza et des positions environnantes par les Anglais. — Les journaux allemands annoncent que le conseil de la couronne, auquel assistait le comte Czerin, a décidé que la Pologne serait rattachée à l'Autriche et que la Lithuanie et la Curlande reviendraient à l'Allemagne.

8. — Protégés par de fortes arrières-gardes, les Italiens continuent leur retraite. — En Italie

le général Diaz, assisté par les généraux Dall'Olivo et Giardino, prend le commandement en chef. — Le vice-chancelier d'Allemagne, Helfferich, donne sa démission. — Les maximalistes s'emparent de Saint-Petersbourg et jettent en prison les ministres du gouvernement provisoire ; Kerenski parvient à s'échapper.

9. — Violents duels d'artillerie en Flandre. — Echec d'une attaque allemande contre le bois de Chaume. — En Alsace, près de Sept, les Français pénètrent dans les positions allemandes et ramènent du matériel de guerre et des prisonniers. — Prise d'Asiago par les Autrichiens. — En Palestine, toute l'armée turque est en retraite vers le nord. — En Allemagne, von Fager est nommé vice-chancelier, et Friedberg vice-président du ministère prussien. — La solution donnée à la question polonaise est vivement critiquée tant en Allemagne qu'en Autriche. Officiellement, on dément qu'elle soit définitive.

10. — Au Nord-Est de Reims et au bois de Chaume, les Français repoussent plusieurs attaques allemandes. — Au Nord de Passchendaele, des deux côtés de la route vers Westroosebeke, les Anglais avancent et améliorent notablement leurs positions sur les hauteurs, malgré une forte résistance de l'ennemi. — En Macédoine, sur le front de la Struma, les Anglais pénètrent dans les villages de Kalendra, Losen et Küpri. — En Palestine, les Turcs se retirent vers Hébron abandonnant 40 canons.

11-12. — Combats de patrouilles sur de nombreux points du front ouest. — Les Belges bombardent violemment les positions allemandes près de Dixmude et pénètrent dans les tranchées allemandes. — En Palestine, prise d'Ascalon. Le général Allenby estime les pertes turques en morts à 10,000 et annonce la prise de 70 canons.

13. — Grande activité de l'artillerie depuis la mer jusqu'au lac de Blankaert ainsi que près de Reims et devant Verdun. — Echec d'une forte attaque allemande au nord de Passchendaele. — En Italie, prise de Feltre et Primolano par les Autrichiens. — En Palestine, les Turcs se retirent jusqu'à 8 kilomètres au sud de Jaffa. Les Anglais occupent le croisement des chemins de fer Jaffa-Jérusalem et Jérusalem-Damas. — Démission du Cabinet Painlevé.

14-15. — En Flandre, sur l'Aisne et devant Verdun, les combats d'artillerie continuent, accompagnés de nombreuses reconnaissances faites tant par les Alliés que par les Allemands. — En Italie, prise de Cismon. — En France, Clémenceau constitue le nouveau cabinet. Pichon prend le portefeuille des affaires étrangères. — De Russie arrivent des nouvelles contradictoires, il semble que les Maximalistes n'ont pas perdu tout pouvoir à Saint-Petersbourg, mais que dans le reste du pays Kerenski et Kornilov l'emportent.